



HAL
open science

**THESES POLITIQUES ET FICTIONS
ANALYTIQUES : L'EFFONDREMENT DU
CAPITALISME COMME CONJECTURE
THEORIQUE, DE MARX A L'ECOLE DE
FRANCFORT**

Christian Tutin

► **To cite this version:**

Christian Tutin. THESES POLITIQUES ET FICTIONS ANALYTIQUES : L'EFFONDREMENT DU CAPITALISME COMME CONJECTURE THEORIQUE, DE MARX A L'ECOLE DE FRANCFORT. Journées d'étude de l'Association Charles Gide 2015: "Fictions originelles, états hypothétiques et conjectures historiques dans la pensée économique", Association Charles Gide pour l'étude de la pensée économique, Nov 2015, Paris, France. hal-01689168

HAL Id: hal-01689168

<https://hal.science/hal-01689168>

Submitted on 21 Jan 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**THESES POLITIQUES ET FICTIONS ANALYTIQUES :
L'EFFONDREMENT DU CAPITALISME COMME CONJECTURE THEORIQUE, DE MARX
A L'ECOLE DE FRANCFORT**

Christian TUTIN,
Phare et Université de Paris Est Créteil
ck.tutin@wanadoo.fr

Communication aux Journées 2015 de l'Association Charles Gide :
*Fictions originelles, états hypothétiques et conjectures historiques dans la pensée
économique*
13 et 14 novembre 2015

Universités de Paris 1 et Paris 8

Introduction¹

L'éclatement en 2007 de la crise financière a fait resurgir (voir par exemple Lambin (2015) et Wallerstein (2015)), avec la perspective d'un effondrement économique général, un débat un peu oublié : celui de l'avenir du capitalisme et de sa propension à la catastrophe. Jusqu'au début des années 1950, il était entendu, dans des cercles dépassant largement les rangs des marxistes, que celui-ci était menacé dans sa capacité à se reproduire, et qu'à défaut de s'effondrer, il ne pourrait subsister qu'en se transformant de façon radicale. Schumpeter (1942) est sans doute le représentant le plus emblématique de ce pessimisme foncier, qui n'a disparu qu'à la faveur de la grande croissance engagée après la fin de la guerre de Corée. Chez les marxistes, l'identification des stades du capitalisme a alors tendu à remplacer celle des scénarii de « crise finale » envisagés jusqu'aux années 1930.

On se propose dans cette communication de revisiter la thèse de l'effondrement, telle qu'elle a été défendue ou rejetée par les marxistes, de Friedrich Engels à Henryk Grossman, au temps de la Seconde et de la Troisième Internationales, en interrogeant son statut du double point de vue analytique et épistémologique.

Confrontés à la relative pauvreté de ses fondements textuels chez Marx, les auteurs qui la défendent, comme Rosa Luxemburg, doivent inventer un schéma analytique original. Tels le héros du *Talon de fer* de Jack London, ils vont ainsi caresser « un rêve mathématique », celui de « développer le caractère fatal de l'écroulement du système capitaliste et déduire mathématiquement la cause de sa rupture ». Ainsi d'une hypothèse relevant de la politique-fiction passe-t-on à la construction d'une théorie, et à la reconstruction d'une histoire raisonnée, interprétée comme celle des réactions successives du système, aux plans économique et politique, pour surmonter son penchant à l'autodestruction.

Du côté de ceux qui ne croient pas à l'effondrement inéluctable du système sous le poids de ses contradictions économiques, non seulement chez les réformistes (Rudolf Hilferding, Otto Bauer) mais aussi chez certains représentants de la gauche révolutionnaire, comme Anton Pannekoek, le même effort d'imagination est déployé, pour élaborer des figures de crise associées à différents « modèles » de croissance. Et comme les tenants de l'effondrement, leurs adversaires s'appuient sur un récit historique.

Le fait que leur vision politique fût à l'origine de leurs développements théoriques, et que l'histoire économique fût convoquée comme validation empirique de leurs thèses confère à ces « fictions » économiques un statut particulier, celui d'hypothèses exploratoires, qui diffèrent des « paraboles », généralement ahistoriques, affectionnées des économistes en ce qu'elles tirent leur intérêt et leur force de conviction de leur capacité à saisir un moment historique. C'est de ce point de vue que nous les examinerons ici.

¹ Ce texte doit beaucoup aux discussions que j'ai eues avec Michel Rosier, au cours de la quinzaine d'années où nous avons donné ensemble un séminaire, à Nanterre puis à Paris 1 ; contrairement aux usages habituels, je me permets donc de lui attribuer une certaine responsabilité au moins dans le choix des auteurs si ce n'est dans leur traitement.

1. Un capitalisme stabilisé ? De Marx aux révisionnistes

Pendant la Belle Epoque, la thèse de l'effondrement du capitalisme vient à l'appui d'une position politique, celle du courant révolutionnaire du mouvement socialiste, pour lequel il s'agit de réaffirmer, face aux mutations du capitalisme et aux nouvelles conditions politiques qui se font jour à l'aube du XX^e siècle avec la percée des partis sociaux-démocrates, à la fois la nécessité et l'actualité de la révolution. La « question de l'effondrement » se trouve ainsi au cœur de la querelle révisionniste déclenchée au sein du SPD Allemand par les thèses d'Edouard Bernstein.

1-1 Des fondements marxistes incertains

Pour Marx, il est bien clair que le système capitaliste porte en lui une tendance à la crise. Mais il est tout aussi clair que la plupart du temps, le système fonctionne, de façon plus ou moins satisfaisante, aux yeux du moins de ses sujets actifs que sont les capitalistes. C'est à peine si l'on trouve vraiment trace de la vision de crises de plus en plus profondes et rapprochées, qui le menaceraient dans sa survie.

Dans le *Capital*, deux sources principales peuvent être invoquées à l'appui d'une théorie de l'effondrement : le chapitre 25 du Livre I, qui clôt la section 7 consacrée à l'accumulation du capital, et où est exposée la « loi générale de l'accumulation capitaliste » ; et la troisième section du livre 3 dans laquelle Marx établit la loi de baisse tendancielle du taux de profit, et cherche à en déduire la survenue inéluctable de situations de suraccumulation.

La « loi générale » de l'accumulation est une loi de « paupérisation », qui a fait couler beaucoup d'encre, tant sa formulation par Marx lui-même est ambiguë : s'agit-il d'une paupérisation absolue (appauvrissement des ouvriers) ou relative (hausse du taux d'exploitation) ? L'interprétation la plus raisonnable de cette « loi générale » est celle d'une polarisation croissante des richesses, « *qui établit une corrélation fatale entre l'accumulation du capital et l'accumulation de la misère, de telle sorte qu'accumulation de richesse à un pôle, c'est égale accumulation de pauvreté, de souffrance (...) au pôle opposé* » (op. cité, p. 472), l'un des éléments de cette polarisation croissante étant la tendance à la hausse du chômage et à la consolidation de ce fait d'un noyau dur de chômeurs permanents, *lumpenprolétariat* que Marx qualifie de « poids mort du paupérisme » : « *la réserve industrielle doit augmenter avec les ressorts de la richesse . mais plus la réserve grossit, comparativement à l'armée active du travail, plus grossit aussi la surpopulation consolidée (...), plus s'accroît aussi la paupérisation officielle. Voilà la loi générale, absolue, de l'accumulation capitaliste.* » ajoutant aussitôt : « *L'action de cette loi, comme de toute autre, est naturellement modifiée par des circonstances particulières* » (KI-25, p. 471).

Et l'accumulation de la misère ne saurait à elle seule provoquer la révolution : « *Quant au sous-prolétariat, (...) il peut se trouver, ici et là, entraîné dans le mouvement par une révolution prolétarienne ; cependant ses conditions de vie le disposeront plutôt à se vendre et se livrer à des menées réactionnaires* » (Marx 1848, p. 61).

Quelle que soit l'étendue du chômage et de la misère ouvrière, ils ne définissent pas une situation de crise, laquelle doit s'entendre du point de vue des capitalistes, et consiste pour

Marx en une situation de blocage de l'accumulation (interruption du circuit du capital), dont il n'est possible de sortir que par destruction de pans entiers de l'appareil productif.

L'autre élément disponible chez Marx est évidemment la loi de baisse tendancielle du taux de profit, à laquelle est associée la notion de suraccumulation. Sans rentrer ici dans sa discussion, on remarquera seulement qu'à supposer qu'elle fût valide, elle ne fournit pas en elle-même un quelconque schéma de crise. Elle pourrait comme chez les classiques justifier une marche à l'état stationnaire, mais non un effondrement général de l'économie. Et la notion de surproduction avancée par Marx reste fort mal définie.

Il y a bien l'idée que la sortie des crises se fait « *d'un côté en imposant la destruction massives de forces productives ; de l'autre, en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond des anciens marchés* », et donc « *en préparant des crises plus générales et plus puissantes et en réduisant les moyens de les prévenir* » (Ibid, p. 49). Mais la crise, aussi grave fût-elle, a toujours une fonction d'assainissement, qui permet au système de rebondir.

La véritable limite du capitalisme tient à ce que « *la société ne peut plus vivre sous sa domination, ce qui revient à dire que l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec celle de la société* » (Ibid., p. 65). En réalité, on ne peut que constater, avec Paul Sweezy (1942, p. 192), que la soi-disant « *théorie de l'effondrement, de même que le terme lui-même (Zusammenbruchstheorie) furent des inventions de Bernstein.* » Et c'est à partir de sa négation par Bernstein que la thèse de l'effondrement économique *comme nécessité* a été affirmée par l'aile gauche du SPD, et au sein de la social-démocratie internationale.

1-2 Les thèses de Bernstein

Deux convictions, nourries de l'observation du capitalisme fin de siècle (et de sa fréquentation des socialistes anglais durant son exil de 10 ans en Angleterre), fondent le révisionnisme de Bernstein : le conflit de classe se serait atténué, en même temps que s'éloignait la perspective d'une crise générale et catastrophique. Sur ce dernier point, comme il le relève, Engels lui-même est d'ailleurs dubitatif. En effet, les multiples accidents financiers qui se produisent entre 1882 et 1895 ne dégénèrent pas en crise générale, comme ce fut le cas à un rythme en gros décennal entre 1825 et 1873. Et les deux décades de la Belle Epoque (1895-1914) renforcent ce sentiment d'une stabilisation en cours du système, à la seule exception des Etats-Unis, qui manifestent à la fois un dynamisme économique exceptionnel et une instabilité financière croissante.

Pour Bernstein, trois facteurs ont joué en faveur de l'atténuation des crises : la concentration du capital, qui tend à stabiliser les prix et à réduire « *l'anarchie de la production* », le développement du crédit qui « *supprime l'antagonisme entre le mode de production et le mode de échange par une égamlisation périodique des différences de tension entre la production et l'échange* » (1899, p. 126) et la mondialisation, qui selon lui aurait « *à tel point diminué la force réactive des perturbations locales ou particulières, que pour un temps assez considérable des crises commerciales générales, sur le modèle des crises antérieures, soient devenues improbables* » (1899, pp. 123-124). Concernant les débouchés

extérieurs, Bernstein insiste sur l'importance du développement « intensif » du marché intérieur, plus important à ses yeux que son développement « extensif » par l'impérialisme, dont il minimise le rôle, faisant observer que le commerce international se tient (et se développe) surtout entre pays industrialisés, et non entre métropoles et colonies.

Quant au crédit, il loue ses « *facultés reconstitutives et créatrices* », « *expressément démontrées* » par Marx selon lui. (Ibid., p. 125). La spéculation effrénée ne serait qu'une marque d'immaturation propre aux pays neufs et aux industries nouvelles. « *Plus ancienne est une branche de production (...) et plus (...) la période spéculative cesse d'y jouer un rôle déterminant* » (p. 128). Et de façon générale, grâce au crédit, affirme-t-il, « *les mouvements du marché sont plus aisément contrôlés et mis en compte avec plus de certitude* » (p. 129). « *le crédit n'éprouve pas plus, mais moins que jadis, de contractions amenant une paralysie générale de la production, et (...) par conséquent, sa portée en tant que facteur constitutif des crises est diminuée* » (Ibid., p. 133).

Enfin, la cartellisation de l'économie « *signifie (...) un corroboratif de tous les antidotes connus jusqu'ici contre la surproduction* » (p. 139). Car les cartels peuvent « *avec beaucoup moins de dangers que l'entreprise particulière (...), en des périodes d'encombrement des marchés, procéder à une restriction momentanée de la production* » (p. 140). Ils sont mieux armés aussi sur les marchés extérieurs. « *Nier cela équivaldrait à nier la supériorité de l'organisation sur la concurrence anarchique. C'est ce qu'on fait cependant, quand on nie, en principe, que les cartels puissent modifier la nature et la fréquence des crises. Jusqu'à quel point (...) cela est, aujourd'hui, une question* »

L'ensemble de ces éléments le conduisent à nier, sauf choc exogène, toute possibilité de surproduction générale : « *Si ce ne sont pas des événements extérieurs imprévus qui amènent la crise générale (...) il n'y a pas de raison formelle pour conclure, sur des données purement économiques, au prochain avènement de celle-ci. Des dépressions locales et partielles sont inéluctables, mais l'arrêt général – étant donné l'organisation et l'extension actuelle du marché international (...) – ne l'est pas* » (Ibid., pp. 143-144).

Le rôle des monopoles, celui de l'impérialisme et du crédit ont évidemment été au cœur des polémiques qui ont suivi au sein du SPD Allemand. Les contributions les plus intéressantes s'efforcent de rendre compte de ces phénomènes caractéristiques du capitalisme fin de siècle à l'aide des instruments légués par Marx dans les livres II et III du Capital, édités par Engels. Pour la plupart des auteurs qui prennent part au débat, la crise est un blocage de la reproduction, conséquence d'une « disproportion » qui dégénère.

1-3 Tougan-Baranowski

Au plan analytique, le plus intéressant des révisionnistes est sans conteste Michel Tougan-Baranowski (1865-1919), représentant du « marxisme légal » russe. Il est l'un des tout

premiers auteurs à faire un véritable usage analytique des schémas de reproduction de Marx², à partir desquels il soutient une double thèse :

- n'importe quelle structure productive (ou proportion entre la production de moyens de production et celle de biens de consommation – les sections I et II de Marx) peut se révéler viable, à condition que les décisions d'épargne et d'investissement soient compatibles entre elles ; les crises ne sont qu'un moment des cycles engendrés par les désajustements épargne / investissement ; et l'économie finit toujours par retrouver son équilibre ;
- le vice principal du système capitaliste est qu'il tend à se passer des travailleurs, c'est donc au double plan moral et social qu'il est condamnable et condamné. Autrement dit, une accumulation indéfinie de moyens de production est possible, mais elle débouche sur une économie viciée, de plus en plus indifférente aux hommes.

La contribution de Tougan-Baranowski à la théorie des crises (1894³) s'inscrit dans le débat russe sur la « question des marchés », c'est à dire celle de savoir si le capitalisme russe d'avant 1914 était capable de créer un marché intérieur justifiant sa propre expansion. Contre les populistes (notamment Vorontsov) qui répondent par la négative, tous les marxistes russes – révisionnistes, comme Tougan, ou orthodoxes, comme Lénine - affirment qu'il n'y a pas de problème global de débouchés.

Le point de départ est une critique de Sismondi, dont il estime qu'il aurait à la fois raison contre Ricardo en affirmant la possibilité des crises, mais tort d'en attribuer la cause à l'insuffisance chronique de la consommation ouvrière.

Tougan-Baranowski s'appuie sur un exemple numérique dans lequel il y a à la fois croissance de la composition organique et reproduction équilibrée, dans le cadre d'un modèle à trois sections productives, la troisième étant celle qui assure la production de biens de luxe, achetés par les seuls capitalistes.

La valeur du produit de la section III (et donc celle de la consommation de luxe) est stable dans le temps, ce qui implique que le taux d'épargne des capitalistes s'élève de période en période, tandis que la valeur des biens salaires diminue, en raison des gains de productivité permanents. La seule section dont la production augmente, à la fois en valeur et en proportion, est donc la section 1, productrice des moyens de production. Mais le taux d'exploitation augmente plus vite que la composition organique du capital, de sorte qu'il n'y a pas de baisse du taux de profit général. Tougan-Baranowski envisage ainsi une croissance équilibrée malgré l'hypertrophie progressive de la production de moyens de production.

Cette configuration a ceci de remarquable qu'il y a « *extension de la production sociale et, en même temps, une réduction de la consommation sociale, sans qu'il y ait rupture de l'équilibre* » (Les crises..., Trad. fr., p. 215).

“ (...) le remplacement le plus large d'ouvriers par des machines n'est pas en mesure, par lui-même, de rendre une quelconque machine superflue et inutile. (...) Aucun excédent de produit ne surgit dans ce cas, puisque la demande de moyens de production remplace

² Dont il rejette par ailleurs la théorie de la valeur et la loi de baisse tendancielle du taux de profit.

³ Traduit en Allemand en 1901 et en français en 1913.

complètement, ici, la demande de moyens de consommation. En effet, la machine exige pour son travail certaines dépenses économiques, tout comme l'ouvrier » (Ibid., pp. 215 et 217).

Ainsi, « *ce n'est pas la consommation qui dirige la production et en constitue le but ; c'est, au contraire, la production qui dirige la consommation et lui sert de but »* (Ibid., p. 219). De ce fait, « *l'accumulation du capital devient de plus en plus un but pour elle-même »* (Ibid., p. 225).

Le seul problème qui se pose est celui du *transfert de l'épargne des sections 2 et 3*, qui doit s'investir entièrement dans la section 1 (dont la part dans la valeur produite croît indéfiniment) pour que l'équilibre soit maintenu. « *Les capitalistes ne peuvent capitaliser leur bénéfice qu'en modifiant la répartition de la richesse sociale »*, ce qui « *n'est pas du tout chose facile »* (p. 210). Cela exige en effet que les capitaux soient alloués aux différentes branches dans les bonnes proportions : « *Or, le capitalisme ne possède aucune organisation qui permette de réaliser cette proportionnalité. Dès lors surgissent des crises industrielles »* (Ibid., p. 221).

Il faut que les capitaux soient disponibles au bon moment et au bon endroit (Tougan rejoint ainsi Sismondi, pour qui le déroulement harmonieux de l'accumulation posait un problème de « concordance des temps et des lieux »), ce que rien ne garantit. La résolution des problèmes d'équilibrage des flux d'épargne et d'investissement passe ainsi par l'existence de cycles. Le boom s'analyse comme l'effet d'un surinvestissement, et la dépression comme un sous-investissement prolongé, le temps que l'excès d'épargne soit résorbé.

La raison fondamentale de la crise est une « surproduction de moyens de production », qui devient générale en raison de la baisse des prix. L'épargne continue à s'investir dans la section 1. Le crédit joue ici un rôle important d'amplification des fluctuations (p. 252).

D'autre part, les marchés financiers, en dissociant de façon croissante « l'accumulation du capital empruntable » de celle du capital productif sont, avec les accès de spéculation qui leur sont propres, une source supplémentaire de disproportion.

Le problème macroéconomique n'est pas d'insuffisance de la demande mais *de disponibilité du financement*. Plus précisément, il y a *non coïncidence* entre l'accumulation de *capital empruntable* et celle de *capital productif*. Pendant l'expansion, l'accumulation de capital financier prend du retard sur celle du capital réel ; le crédit comble provisoirement la différence : mais à partir d'un certain point, cela n'est plus possible. En l'absence de baisse du taux de profit, la cause ne peut en être que la hausse du taux d'intérêt et la baisse du prix des moyens de production.

Avec la crise, l'accumulation de capital productif (la croissance de la section 1) cesse, et l'épargne s'accumule dans les canaux de la finance. D'où la baisse du taux d'intérêt et le redressement du taux de profit, qui permettront la reprise le moment venu.

Les capitaux d'emprunt ont pour origine les revenus capitalisés, notamment tous les revenus de la propriété (rentes, intérêts) autres que les profits. Tougan-Baranowski avance que ces revenus, fixés par contrat, sont indépendants de la conjoncture, en conséquence de quoi

leurs détenteurs n'accumulent pas moins en période de stagnation (d'où un excès d'épargne), et pas plus en période de prospérité (d'où un excès d'investissement). L'essor épuise le capital monétaire disponible, de sorte que le manque d'épargne finit par faire monter les taux d'intérêt et par engendrer des tensions sur le crédit bancaire. La crise résulte d'une suraccumulation sectorielle : la production de moyens de production continue au-delà de l'épargne monétaire disponible pour leur achat. Comme on le voit, nous ne sommes pas très loin de l'approche de la théorie monétaire des cycles développée notamment par Wicksell et Hayek, où ce sont les déséquilibres entre épargne et investissement qui sont le moteur de la conjoncture. Tougan-Baranowski soulève la question de l'articulation nécessaire entre reproduction du capital productif et fonctionnement du capital financier, mais ne propose pas de cadre d'analyse de ce dernier.

La plupart des marxistes ont rejeté cette vision jugée trop optimiste d'une accumulation toujours possible, quels que soient les taux d'accumulation et les changements dans la composition organique, qui faisait finalement peu de cas de la thèse de " l'anarchie de la production " développée par Marx, et leur apparaissait comme une négation de la possibilité d'une " surproduction générale ". Et sa vision originale de la « contradiction fondamentale » du capitalisme, située dans sa tendance à ignorer les travailleurs, et même à se passer d'eux, a été considérée comme anti-marxiste.

2. Socialisme ou barbarie : Rosa Luxemburg, Bauer, Pannekoek

Pour le courant révolutionnaire de la social-démocratie internationale, l'affirmation de la possibilité de l'effondrement, devient l'une des pierres angulaires de la critique du révisionnisme. Elle est par exemple formulée par Louis Boudin (1907), un socialiste de l'aile gauche de l'American Socialist Party. Mais c'est Rosa Luxemburg qui est la figure la plus emblématique de ce courant, avec sa théorie de l'impérialisme comme nécessité économique, seule à même d'empêcher la « catastrophe finale ». Dans sa polémique avec Bernstein, au tournant du siècle, elle maintient, contre ce dernier, que le crédit « *favorise au maximum la tendance à l'expansion de la production, tout en paralysant l'échange à la moindre occasion* » (p. 24). Quant au changement de rythme des fluctuations, elle considère que le cycle décennal tel que l'a analysé Marx n'est pas « inscrit dans le marbre », sa durée étant l'effet de conditions historiques particulières, et que contrairement à ce que soutient Bernstein, ce sont les pays où il considère que les facteurs d'adaptation sont les plus puissants qui subissent le plus violemment les crises, ce qu'illustre notamment la crise de 1907 aux Etats-Unis. Et elle maintient que « *le point de départ pour une transformation socialiste devrait être une crise générale et catastrophique* ».

C'est dans *L'accumulation du capital* (désormais désigné par AK) qu'elle expose sa thèse relative à la *nécessité économique de l'impérialisme*, d'où découle à ses yeux une alternative entre effondrement économique ou marche à la guerre. Le livre, paraît en 1913, quelques mois avant le début de la première guerre mondiale, qu'elle passera en grande partie en prison, pour s'être opposée, avec d'autres dirigeants du SPD, qui refusèrent de voter les crédits de guerre, à la « boucherie impérialiste ».

Pour Rosa Luxemburg, l'accumulation est tout simplement impossible dans une « société capitaliste isolée ». L'impérialisme et le militarisme ne sont pas à ses yeux des « accidents » mais répondent l'un et l'autre à une nécessité vitale pour le système (AKII, p. 222) : soutenir une accumulation qui sinon buterait sur des limites infranchissables.

Rosa Luxemburg part d'une lecture critique des schémas de reproduction de Marx, où elle relève une contradiction⁴ entre la théorie, qui fait apparaître une « identité immanente » (p. 20) entre l'extension de la production (ou du capital) et celle du marché, et le mouvement effectif du capital, caractérisé « *par deux faits : une extension convulsive du champ de la production (...) et un développement très inégal des différentes branches* » (AKI, p. 21). Cette contradiction renvoie selon elle à deux erreurs de Marx :

- Il n'aurait pas vu le véritable problème qui est celui de l'existence d'une demande préalable ; car il est obnubilé par sa polémique contre Smith (sur la « troisième composante ») et par la question de savoir « d'où vient l'argent », ce qui est pour Rosa « *une façon tout à fait stérile de poser le problème de l'accumulation* » (AKI, p. 131).
- Il étudie la reproduction élargie dans un modèle qui n'incorpore pas ses propres hypothèses quant aux conditions de l'accumulation : dans son schéma de reproduction

⁴ Dont se saisira plus tard Morishima (1973) qui relève le caractère étonnamment stable du modèle d'accumulation de Marx, et en renonçant à l'asymétrie des comportements d'investissement posée par celui-ci, établit formellement le caractère nécessairement explosif de l'accumulation.

élargie, il n'y a pas d'élévation de la composition organique, alors qu'il fait par ailleurs du bouleversement incessant des techniques une tendance coextensive à l'accumulation. La croissance d'une économie capitaliste ne saurait donc être une croissance à technique constante.

Rosa Luxemburg présente sa démonstration d'instabilité en deux temps :

- dans un premier temps, elle entend montrer que même à technique constante, la reproduction élargie est de toute façon impossible dans un système fermé.

- Elle montre ensuite qu'à supposer qu'elle eût lieu, toute modification de la technique, qui implique un changement de la composition sectorielle, se heurte à la même impossibilité, consistant dans l'incapacité à réaliser une partie de la plus-value qui devrait être accumulée. La difficulté vient de la partie de la plus-value de la section 1 (moyens de production) que celle-ci doit accumuler sous forme de nouvelles avances salariales (V1). Elle la pose en se demandant « *d'où vient la demande constamment croissante, qui est à la base de l'élargissement croissant de la production dans le schéma de Marx ? Qui a besoin de (...) moyens de production supplémentaires ? A cela le schéma répond : c'est la section II (...) pour pouvoir fabriquer plus de moyens de consommation. Mais qui a besoin de ces moyens de consommation accrus ? Le schéma (de reproduction élargie de Marx) répond : précisément la section 1 (de la production des moyens de production), parce qu'elle occupe maintenant plus d'ouvriers. **Nous tournons manifestement dans un cercle.** Produire plus de moyens de consommation, pour pouvoir entretenir plus d'ouvriers, et produire plus de moyens de production, pour pouvoir occuper ce surplus d'ouvriers, est du point de vue capitaliste une absurdité. (...) pour pouvoir faire travailler de nouveaux ouvriers avec de nouveaux moyens de production, il faut – du point de vue capitaliste – avoir auparavant un but pour l'élargissement de la production, une nouvelle demande de produits à fabriquer »(AK1, pp. 111-112)*

La plus-value reconvertie en nouveau capital variable correspond matériellement à des biens de consommation qui ne seront vendus que lorsque les travailleurs supplémentaires auront effectivement été embauchés et dépenseront leurs salaires. Mais ils ne seront embauchés que si la plus-value a été réalisée. Pour cela, il faut qu'il y ait eu des acheteurs pour le surproduit qu'elle représente.

La nouvelle demande ne peut provenir ni de l'accroissement naturel de la population (déjà inclus dans le calcul de V), ni des improductifs, car il faudrait leur avoir préalablement versé des revenus, nécessairement prélevés sur V ou PL. Le commerce extérieur n'est pas non plus une solution, car, avance-t-elle en reprenant sur ce point un argument de Marx, la "*méthode consistant à (le) considérer (...) comme un lieu de décharge commode*"(...) "*ne tend en réalité qu'à déplacer d'un pays dans un autre, mais sans la résoudre, la difficulté à laquelle on s'est heurté dans l'analyse*" (Marx KII, p. 115). Il n'y a donc aucune réponse "*à la question de savoir pour qui (pour quelle demande) la reproduction élargie a lieu en réalité*" (Ibid., AK2, p. 6). Il faut donc « *qu'il existe un débouché en dehors* » des sections I et II (AK1, p. 116), faute de quoi l'accumulation serait tout simplement impossible.

De plus, à supposer même que l'accumulation pût avoir lieu, toute modification des techniques la rendrait impossible. Rosa Luxemburg anticipe les problèmes de « fil du rasoir » à la Harrod : sitôt que l'on quitte le sentier d'équilibre, il est impossible d'y revenir. Dans une

« véritable » dynamique, avec changement de technique, la question est de savoir comment la hausse de C/V peut-elle être effective ? Elle implique une différenciation des croissances sectorielles, faute de quoi elle n'est pas réalisable. « *Une telle différence dans le rythme de l'accumulation des deux sections est cependant absolument impossible dans le schéma de Marx* » (AK2, p. 16). Une hausse continue de C/V signifie en effet un déficit croissant en moyens de production, et un excédent croissant de biens de consommation.

C'est la question du rôle (ré)équilibrant des transferts de capitaux qui est posée. Pour que la composition organique puisse augmenter, il faut en effet que la section 1 (biens de production) croisse plus vite que la section 2 (biens de consommation). Or, si les taux de profit sont égaux, et si la totalité des profits est accumulée (pas de consommation de luxe), tous les capitalistes les réinvestissant dans la section où ils les ont obtenus, les taux de croissance ne peuvent être qu'égaux. Rosa Luxemburg affirme que les transferts qui seraient nécessaires pour obtenir à chaque période la nouvelle proportion d'équilibre sont tout simplement impossibles. Elle avance un double argument : technique et économique. L'argument « technique » consiste dans le fait que « *la base technique de la reproduction élargie est déterminée d'avance pour les capitalistes par la forme matérielle du surproduit* » (AK2, p. 15). Ainsi, « *les capitalistes (...) ne sont pas en mesure d'effectuer à leur gré cette modification (du partage de la plus-value entre nouveaux moyens de production et nouvelles avances salariales) car la capitalisation dépend a priori de la forme matérielle de leur plus-value* » (Ibidem). L'argument économique consiste à observer que l'effectuation des transferts suppose la réalisation préalable du profit. On ne transfère pas des moyens de production physiques, mais du capital monétaire ; or, il n'y a de « fonds » à transférer que si le profit ad'abord été réalisé, et il doit l'être sous forme monétaire ; on peut transférer des surprofits mais pas des pertes.

« (...) tout transfert de plus-value accumulée d'une branche de la production dans l'autre n'est **possible que sous forme de capital-argent** : c'est la seule forme de capital absolue, neutre, **elle seule permet la circulation sociale**, elle est le véhicule des transformations dans la production sociale de marchandises. **On ne peut pas acquérir des actions de mines de cuivre avec un lot de chandelles invendables, ou fonder une entreprise de constructions mécaniques avec un stock de bottes de caoutchouc laissées pour compte. Il fallait précisément montrer comment, grâce à l'échange universel, les marchandises capitalistes se transforment en capital-argent, qui seul permet le passage d'une branche de la production dans l'autre. Il est donc vain, quand l'échange est impossible, de vouloir « transférer » les produits invendables sans échange dans une autre section de la production.** » (AKII, p. 176).

D'après la théorie, telle que reconstruite par Rosa Luxemburg, l'accumulation est impossible, et pourtant elle a lieu tous les jours. Rosa Luxemburg soutient que c'est la théorie qui a raison lorsqu'elle affirme l'impossibilité de la reproduction. Si celle-ci s'effectue pourtant, c'est grâce aux « milieux non capitalistes », qui fournissent une partie des nouveaux moyens de production, en même temps qu'ils écoulent une partie des biens de consommation en excès. Il ne s'agit pas simplement d'un échange - sinon le commerce extérieur résoudrait le problème - mais d'un phénomène de « captation » d'un marché déjà existant (substitution à

l'exportation). « (...) *le capital se substitue à l'économie marchande simple* » (AK2, pp. 84). La captation consiste à la fois à absorber certaines marchandises et à en fournir d'autres. L'extérieur constitue le « *sol nourricier aux dépens duquel l'accumulation se poursuit en l'absorbant* » (Ibid., p. 85).

Les rapports entre la Grande-Bretagne et son Empire illustrent le phénomène : détournement de matières premières, et déversement de produits finis. L'Inde absorbe le textile de Manchester, d'où la destruction de son industrie traditionnelle, et elle fournit du coton, matière première de l'industrie textile. Ce faisant, l'Empire réalise une partie de la plus-value de la section 2, avec laquelle l'industrie textile anglaise achète à l'Inde le coton dont elle a besoin et à la section 1 les machines supplémentaires avec lesquelles elle le travaille, ce qui permet à cette dernière de réaliser la fraction de plus-value avec laquelle elle financera ses nouvelles avances salariales. Un excès (potentiel) d'offre de biens de consommation se trouve ainsi transformé en demande (effective) de moyens de production. La structure sectorielle des échanges est telle qu'elle assure la *réalisation d'un transfert* impossible en économie fermée, en fournissant l'intermédiaire indispensable à son effectuation. Le marché existait au préalable : l'économie indienne était une économie marchande (mais non capitaliste) avant l'arrivée du colonisateur. L'Inde ajoute un maillon à la chaîne des échanges, qui permet de résorber le déséquilibre de la reproduction.

Le problème n'est donc pas celui d'une insuffisance de la demande effective au sens de demande globale de Keynes. La critique de Howard et King (...), qui reprochent à Rosa Luxemburg de se contredire alors qu'elle affirmait que le commerce extérieur n'était pas une solution, repose sur une incompréhension : le rôle de l'extérieur n'est *pas de fournir un excédent commercial*, mais d'assurer le nécessaire rééquilibrage de la structure productive, faute duquel l'accumulation ne pourrait avoir lieu. Il résorbe un déséquilibre sectoriel (une disproportion) qui ne peut pas être corrigé par le marché. L'extérieur sert en quelque sorte de substitut aux transferts intersectoriels qui seraient nécessaires au rééquilibrage, mais qui d'après Rosa Luxemburg ne peuvent avoir lieu : « *Le marché extérieur pour le capital est le milieu social non capitaliste qui l'entoure, qui absorbe ses produits et lui fournit des éléments de production et des forces de travail. De ce point de vue, économiquement parlant, l'Angleterre et l'Allemagne constituent presque toujours l'une pour l'autre un marché intérieur.* » (AK2, p. 38)

Ou encore :

« (...) *l'accumulation n'est pas seulement un rapport interne entre les branches de l'économie capitaliste, mais elle est surtout un rapport entre le capital et le milieu non capitaliste, où chacune des deux grandes sections de la production peut effectuer l'accumulation partiellement de manière autonome et indépendamment de l'autre section, où cependant les mouvements des deux sections s'entrecroisent et s'enchevêtrent continuellement. Les rapports compliqués qui résultent de ces mouvements, la différence de rythme et de direction dans le cours de l'accumulation des deux sections, leurs relations matérielles et leurs rapports de valeur avec les modes de production non capitalistes ne se laissent pas réduire à une expression schématique exacte* » (AK2, pp. 85-86, ce qui est souligné l'est par nous - CT).

« L'extérieur » n'est pas uniquement représenté par les milieux non capitalistes. Le militarisme joue un rôle identique car ouvre un nouveau champ d'accumulation, dans un secteur « non fondamental » au sens de Sraffa (ni moyen de subsistance ni moyen de production). Il ne s'agit pas d'une simple modification de la forme matérielle du produit ; « *la transformation est plus profonde* » (AKII, p. 128). Grâce aux droits de douane et aux taxes indirectes, plus les impôts sur la paysannerie (non capitaliste) l'Etat « *fait entrer dans la circulation le produit de l'économie paysanne* », qui « *réapparaît sous forme d'un pouvoir d'achat nouveau.* » Comme l'explique Kalecki (1971), parce qu'il ne relève ni de I ni de II, le secteur militaire rend possible un *transfert* impossible en son absence, à condition toutefois que les dépenses d'armement soient financées par une *taxation des capitalistes* ou des secteurs non capitalistes (mais pas des travailleurs), ou encore par un *emprunt auprès des rentiers*.

Parce qu'elle reste prisonnière du schéma en valeurs, et n'étudie pas le mouvement des prix relatifs, et parce qu'elle se refuse à envisager les transferts de capitaux, dont elle nie purement et simplement la possibilité, elle ne parvient pas à démontrer l'instabilité de l'accumulation. Et bien qu'elle mette en avant l'endettement international comme moyen privilégié de soumission des économies non capitalistes, Rosa Luxemburg ne prête pas la même attention au rôle de la finance « interne » (le crédit et les banques) ; de même, bien que signalant le rôle des dépenses militaires, qui présentent la particularité, et l'avantage dans la perspective d'une correction des disproportions, de n'être ni biens de consommation ni moyens de production, elle ne va pas jusqu'à faire apparaître un « multiplicateur marxien ». Pour toutes ces raisons, le débat sur la viabilité de l'accumulation va rester inabouti.

Politiquement, il s'agissait pour Rosa Luxemburg de dénoncer les tentations de « compromis historique » au sein du mouvement ouvrier. L'inéluctable clôture du monde, le jour où toute la planète formera une seule économie-monde capitaliste, annonce la marche à la guerre et la montée de la barbarie. La révolution socialiste est le seul moyen d'échapper à la catastrophe⁵.

« *La lutte décisive pour l'expansion rebondit des régions qui étaient l'objet de (sa) convoitise vers les métropoles. Ainsi l'impérialisme ramène la catastrophe, comme mode d'existence de la périphérie de son champ d'action à son point de départ* » (AKII, p. 222). De 1914 à 1950, ce pronostic prend tout son sens.

Avant 1914, les relations économiques internationales sont dominées par deux puissances disposant d'un Empire (la France et la Grande-Bretagne), concurrencées par deux pays qui en sont dépourvus, les USA et l'Allemagne. Les deux premières sont caractérisées par leur puissance financière, qui leur donne les moyens de se soumettre des économies précapitalistes, et une faible hausse de C/V ; aux USA et en Allemagne, on observe une croissance plus intensive, et plus exubérante, qui s'accompagne d'une forte hausse de la composition organique. On observe alors la naissance de l'impérialisme américain, l'économie

⁵ En France dans les années 1970, *Socialisme ou barbarie* sera le nom pris par un petit groupe de marxistes révolutionnaires, venus du trotskysme, dont Cornélius Castoriadis et Claude Lefort.

US se soumettant progressivement son « arrière-cour », avec la guerre menée contre l'Espagne, suivie d'une série d'interventions, jamais dépourvues de motivations économiques, en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Quant à l'Allemagne, elle se cherche désespérément un « extérieur », pour le contrôle duquel elle est prête à affronter les deux impérialismes dominants, britannique et français. La première guerre mondiale peut s'analyser comme une tentative de sa part l'Allemagne de briser le cercle.

Après 1918, les mêmes contradictions demeurent, donc la crise continue, d'où la seconde guerre mondiale. L'exploitation du tiers monde et le militarisme, grâce à la concurrence des deux blocs, entretiennent la grande croissance des pays occidentaux dans les années 1950 et 1960. La crise des années 1970 peut s'interpréter comme crise de l'impérialisme : rétrécissement du champ de l'accumulation, dû aux conflits Nord/Sud, et aux tentatives de divers pays de rompre avec le marché mondial. Le tournant libéral des années 1980 est, avec la gestion par le FMI de la crise de la dette du tiers-monde et la rupture du dialogue Nord-Sud, le moyen de mettre au pas les économies périphériques. Et après l'effondrement de l'URSS en 1991, et la (re)conversion de la Chine au capitalisme, un nouveau champ géographique s'est ouvert à l'accumulation. Dans un mouvement équivalent à ce qui s'était produit dans le dernier tiers du vingtième siècle, la mondialisation a incorporé de nouveaux « territoires » à l'économie capitaliste. Mais elle devait déboucher sur une nouvelle crise majeure, aussi grave que celles de 1929 ou 1973. Le crédit a porté à l'extrême les tensions de la reproduction, jusqu'à leur éclatement dans la crise de 2007.

Ce récit du dernier siècle écoulé n'est pas entièrement convaincant : il fait l'impasse sur les dimensions salariales de la crise des années 70, et financières de celle de 2007. Et quant à l'avant 1914, si les Etats-Unis connaissent effectivement entre 1873 et 1914 une instabilité (financière) croissante, il n'en va pas de même de l'Allemagne, qui offre plutôt l'image d'une stabilisation de la conjoncture (d'où les thèses de Bernstein). Mais l'idée générale qui le sous-tend, à savoir que la mondialisation capitaliste, tout en répondant à une nécessité vitale, est fondamentalement instable et porteuse de chaos, conserve toute sa pertinence.

Dès le départ, les thèses de Rosa Luxemburg ont été critiquées aussi bien par les réformistes que par les révolutionnaires. Otto Bauer peut être considéré comme représentatif des premiers, et Anton Pannekoek des seconds. L'article de Bauer « L'accumulation du capital », paru dans *Die Neue Zeit* dès 1913 répond à une commande de Kautsky⁶. Prenant le contre-pied de Rosa Luxemburg, il lui objecte que « l'éjection » des marchandises non réalisées vers l'extérieur ne résoudrait pas le problème ; elle l'aggraverait au contraire, en rendant techniquement irréalisable l'accumulation (Bauer 1913, p. 103) : le système serait en effet confronté à l'indisponibilité de biens de consommation pour assurer la consommation des nouveaux travailleurs embauchés. Et Bauer ne voit pas en quoi les transferts exigés par le rééquilibrage de la structure productive devraient poser problème. Les capitalistes producteurs de biens de consommation investissent dans la production de moyens de

⁶ Curieusement, Rudolf Hilferding, pourtant le mieux armé théoriquement avec la théorie des crises périodiques comme crises de reproduction du capital fixe présentée dans son *Capital financier* (Hilferding 1910), et qui constitue une tentative originale de synthèse des livres II et III du *Capital* (voir Tutin 2006), n'est pas intervenu dans ce débat. C'est pourquoi il ne sera pas traité ici.

production « soit en établissant eux-mêmes des usines pour la production de moyens de production, ou en transférant une partie de leur plus-value accumulée, par l'intermédiaire des banques (...) ou par l'achat de participations dans les compagnies qui produisent les moyens de production ». Il reconnaît malgré tout l'existence d'un problème de formation du profit : « une part de la plus-value produite chaque année n'est réalisée qu'au cours de l'année suivante » (Ibid., p. 103).

« au cours de la première année, les capitalistes achètent les moyens de production qui seront mis en branle au cours de la seconde année par la force de travail accrue, et ils achètent dans la première année les biens de consommation qu'ils vendront aux travailleurs supplémentaires dans la seconde année » (p. 100). « la réalisation (de la partie accumulée de la plus-value) a lieu simultanément à l'investissement productif » (p. 103-104). Ainsi, « il peut effectivement advenir que seule la partie consommée et non la partie accumulée de la plus-value soit réalisée » (Ibid. p. 102). Mais ce phénomène serait seulement « transitoire ».

La condition d'équilibre de la reproduction est que la « croissance du taux d'épargne soit suffisamment rapide pour qu'en dépit de la hausse de la composition organique, le capital variable s'accroisse au même rythme que la population » (p. 104). Cette condition n'étant pas toujours respectée dans une économie capitaliste, il s'ensuit une alternance de situations de suraccumulation et de sous accumulation, correspondant aux phases haute et basse du cycle économique : « la prospérité n'est rien d'autre que la suraccumulation, qui se détruit elle-même dans la crise. La dépression qui en découle est une époque de sous-accumulation qui conduit elle-même à sa propre fin, pour autant que la dépression elle-même engendre les conditions d'une prospérité renouvelée. »

Les fluctuations conjoncturelles sont liées à celles du taux d'investissement, qui dépendent du taux d'exploitation e et du taux de profit r . Il y a surchauffe quand $g > n$ les salaires augmentent alors, e diminue et r baisse ; cela dure jusqu'à ce que $g = n$. S'ensuivent une sous accumulation et un gonflement de l'armée de réserve. L'impérialisme a pour fonction de procurer des biens salaires ou des moyens de production à bas prix, et de fournir des réserves de main d'œuvre dans les phases de boom. Le modèle de Bauer, caractérisé par l'instabilité du plein-emploi, dont l'économie s'éloigne toujours, vers le bas ou vers le haut, a pu être comparé au « fil du rasoir » de Harrod (voir Orzech et Groll 1983, Bronfenbrenner et Wolfson 1984, Samuelson et Wolfson 1986 et Orzech et Groll 1991). En fait, il s'agit plutôt d'une anticipation du modèle de Richard Goodwin (1967), qui n'est pas un modèle de reproduction mais de cycle d'emploi auto-entretenu, inspiré du chapitre 25 du Livre I. Dans ses écrits ultérieurs, d'ailleurs, Bauer adoptera clairement un cadre macroéconomique monosectoriel. Dans le cadre de son modèle bisectoriel de 1913, la dynamique intersectorielle de l'accumulation reste obscure : les transferts envisagés sont en effet contre-intuitifs puisqu'ils vont du secteur le plus rentable (la section II, qui réalise le taux de profit le plus élevé) vers le secteur le moins rentable (la section I, à la composition organique plus élevée). On retrouve ici la difficulté, signalée plus haut chez Tougan-Baranowski et Rosa Luxemburg, consistant à traiter de la circulation du capital dans un modèle en valeurs.

3. De la croissance instable à la stabilisation autoritaire : Grossman et Pollock

Henryk Grossman s’empare du schéma de Bauer, pour montrer qu’il ne soutient pas le rejet par ce dernier de la thèse de l’effondrement. Poursuivant les calculs de Bauer jusqu’à la 35^e année, il montre que la poursuite de l’accumulation se heurte alors à une impossibilité : la plus-value dégagée devient en effet insuffisante pour assurer la croissance du capital fixe.

Grossman entend rétablir la théorie de l’effondrement économique, qu’il reproche à Bernstein et Kautsky d’avoir abandonné (p. 10), et dont il déplore de ne trouver aucune trace chez Boukharine. Pour lui, la théorie de l’effondrement « *constitue la pierre angulaire* » du système économique de Marx, dont il admet cependant que « *personne n’en a jamais tenté une reconstruction* » (*Das Akkumulations...*, p. 2⁷), et que Marx lui-même « *ne nous en a jamais laissé nulle part de description synthétique* », même s’il a bien « *spécifié tous les éléments nécessaires à son élaboration* » (Ibid., p. 25).

Son analyse est menée en termes de reproduction : selon lui en effet, « *les schémas de reproduction représentent le point de départ de toute son analyse et sous-tendent déjà les raisonnements du livre I du Capital* » (Ibid., p. 2).

Contre Hilferding, Bauer et Tougan-Baranowsky, qu’il qualifie de « néo-harmonistes », il entend montrer – comme Rosa Luxemburg – le caractère insoutenable de l’accumulation en longue période. Mais contre elle, il affirme que la catastrophe finale à laquelle mène le système n’est pas la guerre, mais bien un effondrement purement économique, dont il s’agit pour lui de faire le résultat logique d’une loi « nécessaire ». Loi qui doit selon lui être posée dans le cadre d’un raisonnement en valeurs.

Estimant à juste titre que personne n’a jamais démontré que la baisse du taux de profit devait engendrer des crises au sens de Marx (interruption de l’accumulation), Grossmann se propose d’établir, à partir des schémas de reproduction, pourquoi et comment elle représente « une menace réelle » pour la survie du système. Prenant pour acquise la validité de la loi, il se propose de répondre à la question de savoir « *pourquoi les capitalistes devraient s’inquiéter de la baisse du taux de profit, aussi longtemps que la masse absolue des profits augmente* » (Ibid., p. 33).

Son point de départ est le modèle de Bauer, dont il considère qu’il « *représente un progrès notable sur toutes les tentatives qui l’ont précédé* » (p. 29) dans la mesure où il « *ne comporte aucun des défauts* » (p. 30) identifiés par Rosa Luxemburg dans les schémas de Marx. Le modèle de Bauer repose en effet sur une croissance continue de la composition organique et une parfaite symétrie dans les comportements d’accumulation des sections 1 et 2. Le système manifeste ainsi une tendance croissante à l’accumulation de plus-value, et à la baisse du taux de profit. Il s’agit alors pour Grossmann d’obtenir la tendance à l’effondrement en retenant « *l’hypothèse favorable que l’accumulation se déroule sur la base d’un équilibre dynamique du type de celui envisagé par Bauer* ».

⁷ Les numéros de page sont ceux de la version numérique en anglais du livre, téléchargeable sur Henryk Grossman Internet Archive.

Comme nous l'avons vu, pour Bauer, « l'équilibre ... ne peut être maintenu que si le taux d'accumulation croît suffisamment rapidement » ; la thèse de Grossmann est que cette hausse continue du taux d'accumulation est impossible, car elle va se heurter à l'insuffisance de la plus-value. Ce qu'il montre en prolongeant les calculs de Bauer jusqu'à la 35^e année⁸. Dès la 34^e année, les capitalistes n'ont plus de quoi consommer, et l'année suivante ils ne peuvent plus accumuler, ce que Bauer n'a pas vu faute d'avoir prolongé ses calculs au-delà de 4 périodes. « Il s'ensuit que le système doit s'effondrer. La classe capitaliste ne dispose plus d'aucun revenu à affecter à sa consommation personnelle parce que tous les moyens de subsistance doivent être affectés à l'accumulation. Et en dépit de cela, il y a toujours un déficit de capital variable accumulé par rapport au montant requis pour assurer la reproduction du système. (...) Si cet état de choses devait persister, cela signifierait la destruction du mécanisme capitaliste, sa fin économique. Pour la classe des entrepreneurs, l'accumulation serait non seulement sans signification, mais objectivement impossible parce que le capital accumulé en excès resterait oisif, ne serait donc pas en mesure d'entrer en fonction, et échouerait donc à rapporter un quelconque profit » (p. 36-37).

Grossmann pense ainsi avoir identifié le mécanisme par lequel une « suraccumulation de capital » conduit à un « échec de valorisation », tel que l'envisageait Marx : « La chute du taux de profit s'accompagnerait alors d'une baisse absolue de la masse du profit ... Et cette masse de profit réduite, il faudrait la calculer sur un capital total agrandi » (Marx, KIII- 15, ES, p. 265).

Le modèle de Grossmann a souvent été interprété, à tort, comme une explication des crises par la baisse tendancielle du taux de profit. Celui-ci baisse en effet continuellement tout au long de la trajectoire d'accumulation, y compris pendant la phase de croissance de l'économie, mais sans que cela mette en péril le système. C'est la baisse de la consommation des capitalistes (au-delà de la 20^e année dans le schéma de Grossmann) qui signale l'entrée dans la phase de suraccumulation, et la baisse du montant du profit global qui signale l'entrée en crise, le début de l'effondrement, qui vient du fait que l'impossibilité d'augmenter le capital variable entraîne l'oisiveté d'une partie du capital constant. La baisse du profit ne devient un problème que lorsqu'elle « n'est pas compensée par sa masse » (Marx, Opus cité, p. 263). L'originalité de Grossmann consiste dans sa tentative d'identification de ce moment où la hausse du montant ne compense plus la baisse du taux de profit. Malheureusement, le cheminement de crise qu'il suggère est loin d'être évident. Comme le relève Sweezy (1942), on voit mal pourquoi la poursuite de l'accumulation ne pourrait se faire à taux réduit, permettant de maintenir une consommation positive des capitalistes, et impliquant un sous-emploi croissant, de nature à faire baisser les salaires, et à élever le taux de plus-value, et donc à redresser le taux de profit ?

La tentative de Grossmann peut être considérée comme la dernière à avoir tenté de déduire l'effondrement du capitalisme d'un modèle économique. Il fut aussi l'un des derniers à utiliser les schémas de reproduction comme point de départ, de façon d'ailleurs assez formelle ; d'une part en effet, il ignore complètement le problème initialement soulevé par

⁸ Voir Meaulle (2010) pour une présentation formelle et une discussion du modèle de Grossmann.

Rosa Luxemburg, et traité par Bauer dans le modèle qu'il lui reprend : celui de la possibilité ou non de corriger une disproportion par des transferts ; d'autre part, lorsqu'il prolonge le schéma de Bauer, il ne s'intéresse plus qu'aux montants totaux de profit et de capital, autrement dit, il raisonne de fait sur un modèle mono sectoriel. La crise n'est plus l'effet d'une disproportion qui dégénère, mais d'un excès global de capital.

Du point de vue méthodologique, cela l'amène à ignorer complètement les problèmes de circulation de la valeur, et donc d'ajustement des marchés, que font nécessairement surgir les difficultés de la reproduction dans un modèle multisectoriel. Pour lui, l'effondrement relève d'une « tendance » du système, or « Marx a étudié les tendances de l'accumulation abstraction faite de toutes les perturbations pouvant surgir de disproportions entre offre et demande ». De telles perturbations relèvent de phénomènes de concurrence qui nous permettent d'expliquer les déviations par rapport à la ligne tendancielle du capitalisme, mais non de cette ligne elle-même (p. 31-32). En conséquence, il suppose que les prix sont égaux aux valeurs, et fait abstraction des difficultés que cela implique pour l'interprétation des schémas de reproduction comme modèle macrodynamique. Cette attitude est commune à tous les marxistes du premier vingtième siècle, à la seule exception de Rudolf Hilferding, qui insiste sur le nécessaire rôle des prix. Mais c'est sans doute Grossmann qui l'a exprimé avec le plus de force, et c'est malheureusement resté la partie la mieux partagée de son héritage théorique, avec ce qui a été compris comme sa défense de la baisse tendancielle du taux de profit.

Mais ce faisant, le marxisme orthodoxe a abandonné le terrain des études de viabilité pour une statique comparative très classique. Grossman est très largement à l'origine de l'abandon de la problématique de la reproduction, qui avait fourni le cadre de discussion de la théorie des crises depuis la publication par Engels du livre II du *Capital*. Dans les décennies ultérieures, le marxisme soviétique d'un côté, les théoriciens de l'ultra-gauche de l'autre (Paul Mattick, David Yaffé), rivaliseront de zèle pour dénoncer le caractère « bourgeois » des approches « luxemburgiennes » centrées sur la « question des débouchés », au nom d'un argument d'autorité consistant à affirmer que seule une théorie des crises qui en situe la cause dans la production, et non la circulation, peut être considérée comme « vraiment » marxiste. Cette affirmation, qui conduit à considérer comme inessentielle l'analyse du marché (mais aussi de la finance), n'est pas pour rien dans le déclin du marxisme en économie.

Anton Pannekoek, dans un texte de 1934, critique à la fois Rosa Luxemburg, Otto Bauer et Henryk Grossmann. A la première, il ne reproche guère que d'avoir cru déceler une erreur mathématique chez Marx ; à Bauer il reproche d'avoir érigé la croissance démographique en « principe régulateur de l'accumulation », et d'ignorer ainsi le « caractère essentiel, fondamental du capitalisme » (1934, p. 8) ; et à Grossmann, il reproche sa vision mécaniste d'un écroulement « inévitable et dont on peut calculer la date exacte » (Grossmann, op. cité, p.), et quant à la nature du mécanisme de le faire reposer tout entier sur un progrès technique envisagé comme « *une force extérieure qui s'impose aux capitalistes* » (Pannekoek 1934, p. 12), alors que les innovations sont introduites par eux comme armes dans leur lutte concurrentielle. S'agissant du cheminement de crise, il oppose à Grossmann qu'à supposer

que la situation envisagée par lui se produise, et en prêtant aux capitalistes un comportement raisonnable, il s'ensuivra simplement « *une croissance très lente du nombre de sans-emploi* » (Ibid. p. 13), une montée de l'armée de réserve, mais non une « crise finale ». Enfin, Pannekoek conteste que la théorie de Grossmann pût rendre compte des cycles économiques réels. De fait, elle peut difficilement être associée à une histoire raisonnée des crises aux 19^e et 20^e siècles. Et il rejette ensuite l'utilisation que fait Grossmann des textes de Marx, lorsqu'il cherche chez lui les linéaments de sa théorie de l'effondrement. Politiquement, son message consiste à dénoncer la « facilité » que constitue à ses yeux la croyance en une crise économique finale qui pousserait la classe ouvrière à la révolution. A propos de la crise de 1929 « *pourtant plus profonde et plus ravageuse que toutes celles qui l'ont précédées* », il écrit : « *Cette crise aussi peut se terminer, mais il viendra d'autres crises et d'autres combats.* » (...) « *La classe ouvrière doit s'attendre à un grand nombre de catastrophes et non spécialement espérer une catastrophe finale ; catastrophes politiques comme la guerre et catastrophes économiques comme les crises, qui ravageront toujours ce système.* » (p. 25).

La défaite de l'Allemagne nazie et la grande croissance d'après-guerre ont fait disparaître la thèse de l'effondrement économique de l'agenda théorique des marxistes. Après 1950, il s'est au contraire agi d'expliquer la stabilisation des économies capitalistes sur une trajectoire de croissance forte. L'accent va alors se déplacer vers l'analyse des mutations structurelles du système intervenues entre 1930 et 1950, en termes de stades, modes de régulation, structures sociales d'accumulation, etc. Il s'agit, comme l'explique Mandel (1972, p. 9) « *d'expliquer, sur la base de la théorie marxiste, la longue période d'accélération de la croissance de l'économie capitaliste internationale après la guerre et de prouver, ce faisant, que cette période serait nécessairement limitée* ». Au passage sera abandonnée la problématique de la reproduction qui constituait le cadre général des discussions entre 1890 et 1930⁹.

Si la figure de l'effondrement a disparu du paysage intellectuel, la montée des totalitarismes dans les années 1930 a cependant inspiré à un certain nombre d'auteurs une vision très pessimiste de l'avenir du système, qui irait vers une stabilisation autoritaire. Trois d'entre eux nous intéresseront ici, car ils ferment en quelque sorte l'épisode « effondrement » du débat marxiste sur les crises : Pannekoek, Hilferding et Pollock.

Partisan d'un communisme des conseils, Pannekoek fut l'un des premiers à qualifier l'économie soviétique de « capitalisme d'Etat », et à s'interroger sur le rapport entre celui-ci et le capitalisme régulé en voie d'émergence dans les années 1930. Dans un article de 1932 « Capitalisme d'Etat et dictature », il distingue entre le capitalisme d'Etat tel qu'il le percevait en Russie soviétique et le capitalisme à régulation étatique qu'il voit surgir en Europe de l'Ouest.

Son interrogation porte sur la double question de savoir si le capitalisme d'Etat est une étape nécessaire vers le socialisme, et s'il doit nécessairement prendre une forme

⁹ Et qui ne fera qu'une brève réapparition dans les années 1970 avec les travaux d'Oskar Lange (1969), Michio Morishima (1973) ou Meghnad Desai (1979).

dictatoriale. Dans les deux cas, il répond par la négative : le capitalisme d'Etat n'est pas le passage obligé vers le socialisme, et la dictature n'est pas le régime politique auquel seraient voués tous les pays capitalistes, comme le montrent les exemples de la Grande-Bretagne, de la France ou de la Belgique. C'est l'histoire de la lutte des classes qui détermine l'évolution des régimes politiques. Mais qu'il prenne ou non la forme d'une dictature, le capitalisme d'Etat ne peut que bloquer le « développement social » ; *« une telle forme de société ne saurait être stable, c'est une forme de régression, contre laquelle la classe ouvrière se soulèvera à nouveau »*.

Dans un article rédigé en 1940, Hilferding prolonge les thèses de Pannekoek quant à la convergence des systèmes fasciste et soviétique vers un « capitalisme d'Etat totalitaire ». Il considère l'expérience soviétique et celles de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste comme significatives de l'émergence de l'Etat en tant que système de pouvoir autonome de l'économie. Il y voit une véritable inversion des rapports entre l'économique et le politique : le système politique n'est plus déterminé par le caractère de l'économie, *« au contraire c'est l'économie qui est déterminée par la politique du pouvoir en place et soumise aux buts et aux fins de ce pouvoir »* (1940, p. 70). Le système des prix a perdu sa fonction d'allocation des ressources pour n'être plus qu'une clé de répartition de la valeur administrée politiquement. Hilferding se refuse à définir le pouvoir totalitaire comme celui de la bureaucratie, et suggère plutôt une comparaison avec le pouvoir des prétoriens dans l'Empire romain. Le texte d'Hilferding est très court, et il n'a pas eu l'occasion de poursuivre ses réflexions, mais il est clair qu'à ses yeux le capitalisme d'Etat totalitaire est économiquement inefficace. Parce qu'elle s'est affranchie des lois du marché, et s'organise exclusivement en vue d'assurer la pérennité du pouvoir, l'économie totalitaire est sans doute insoutenable sur la longue période, car elle est irrationnelle, ne répondant ni à la rationalité du profit capitaliste, ni à la satisfaction des besoins humains.

Ce thème de l'autonomisation du politique par rapport à l'économique a été abondamment développé par Friedrich Pollock, membre comme Grossmann de l'Institut de Francfort, mais beaucoup plus représentatif que lui de l'école de Francfort (et proche d'Horkheimer). Dans un texte de 1941, alors qu'il s'est exilé d'Allemagne, il théorise le capitalisme d'Etat sous sa forme totalitaire, dont il considère, comme Pannekoek et Hilferding, que la Russie soviétique et l'Allemagne nazie ne sont que des variantes.

L'origine du capitalisme d'Etat est à rechercher selon lui dans la concentration du capital et le fait que *« l'économie de marché est devenue un instrument affreusement inadapté à la pleine utilisation des ressources »* (Pollock 1941, p. 97). *« L'intrusion des monopoles et de leurs prix rigides a progressivement provoqué l'effondrement du système de marché sur une échelle toujours plus grande »* (Ibidem, p. 98). L'introduction de la planification, la mise en place d'un système de prix administrés et la subordination des intérêts privés à ceux du groupe au pouvoir caractérisent ce capitalisme post-libéral. La terreur politique remplace la peur du chômage comme source de la contrainte au travail, et toutes les sphères de l'activité sociale sont soumises à un principe de rationalisation.

Le pessimisme de Pollock se nourrit de l'idée que *« le contrôle gouvernemental de la production et de la répartition fournit les moyens d'éliminer les causes économiques des*

dépressions, les processus cumulatifs destructeurs et le sous-emploi du capital et du travail » (Opus cité, p. 109). Il va jusqu'à soutenir que « *sous le régime du capitalisme d'Etat, l'économie en tant que science sociale a perdu son objet* » qui était « *de se torturer l'esprit pour résoudre les mystères du procès d'échange* » (Ibidem). Les limites qu'il voit à la pérennité du capitalisme d'Etat totalitaire sont liées au besoin de ressources naturelles (et à la difficulté de les conquérir) et aux luttes de pouvoir qui ne manqueront pas de ravager la nouvelle classe dominante, et de menacer l'efficacité des planificateurs en remettant en cause la rationalité technique sensée guider leur action. L'essai de 1941 se termine sur une interrogation quant à la viabilité d'un régime démocratique de capitalisme d'Etat.

Pour terminer, nous évoquerons le dernier ouvrage de Pollock (le seul traduit en français), dans lequel il s'intéressait, une quinzaine d'années plus tard, aux transformations des sociétés capitalistes induites par l'automatisation. A nouveau, il s'inquiétait du danger de dérive autoritaire représenté par l'alliance du politique et de la technique. « *Le danger est proche de la voir (la couche sociale dirigeante) mépriser une masse sans jugement, facilement influencée par la technique moderne de propagande, et qui se trouve maintenue de bonne humeur, puisqu'elle participe à la consommation d'un flot sans cesse croissant de marchandises* » (Pollock 1957, p. 188-189).

La société que Pollock voit se dessiner opposerait « *d'un côté la minorité, ceux qui exécutent les fonctions essentielles dans la "production" et "l'administration", ceux qui appartiennent par leur statut aux professionnels (professions libérales et autres services très qualifiés). De l'autre, la triste majorité, ceux qui n'offrent pas de qualifications, qui ne sont pas à même de comprendre le fonctionnement de l'économie et de la société, et qui effectuent pour la plupart un travail "improductif" au sens où l'entend l'économie classique. Dans le système de production automatique pleinement achevé, la minorité "productive" des ingénieurs, administrateurs, ouvriers spécialisés et du reste des ouvriers qualifiés employés dans la production produirait tous les biens nécessaires au maintien, et si possible à l'élévation de leur propre niveau de vie et de celui de la grande majorité des gens travaillant hors de la production proprement dite. [...] Et la grande majorité des hommes devrait fournir à la minorité des services en échange. Evidemment, une structure sociale de ce genre offrirait une base très fragile à une société libre. La puissance sans cesse accrue de la minorité et l'appauvrissement de la majorité pourraient, avant d'aboutir au terme de l'évolution, parvenir à un point où le passage à un système social autoritaire deviendrait vraisemblable* » (Ibidem, pp. 196-197).

C'est ce qu'il adviendra nécessairement, écrivait Pollock, « *si l'on abandonne au mécanisme classique du marché la direction des forces mises en branle.* »¹⁰ par la révolution technologique. Si l'on adjoint « financier » à « marché », ce texte n'est pas dépourvu de quelque actualité. On est ici très proche de la vision développée une dizaine d'années plus tard par Herbert Marcuse (1968)¹¹ du « totalitarisme soft » de la société de consommation et de l'extinction du radicalisme ouvrier.

¹⁰ Ibid., p. 203.

¹¹ Mais inspirée à tous deux par la découverte du modèle économique et urbain de Los Angeles.

Conclusion : Actualités d'un débat

En définitive, peu d'auteurs ont véritablement défendu la thèse de l'effondrement ; si tous les marxistes voient dans le capitalisme un système historiquement limité, et appelé à disparaître, il n'y a guère que Grossmann à défendre l'idée d'une tendance à l'effondrement économique. Même le catastrophisme de Rosa Luxemburg renvoie autant aux facteurs géopolitiques qu'aux seules contradictions économiques. Aussi lorsque Georgescu-Roegen (1960) entreprend de réfuter toute possibilité de démonstration mathématique d'une tendance à l'effondrement, il se saisit d'un modèle « sous-consommationniste » de Sweezy (1942), inspiré de Bauer, bien que ni l'un ni l'autre ne soient des tenants de l'effondrement. Et c'est en fait à la tendance à la crise qu'il s'attaque, c'est-à-dire à la possibilité que les décisions d'investissement des capitalistes pussent « produire une déviation persistante » (1960, p. 242) du sentier de croissance équilibrée.

Dans la littérature du premier vingtième siècle, trois grands périls avaient été identifiés :

- Celui d'un capitalisme hyper-mécanisé, qui tendrait à se passer du travail ouvrier non qualifié, évoqué par Tougan-Baranowski, et dont on retrouve l'écho chez Pollock ;
- Celui d'une chasse aux marchés extérieurs, menant à terme à la guerre ;
- Celui d'une dérive autoritaire, voire dictatoriale, des sociétés capitalistes.

A des degrés divers, ces trois sortes de risques sont repérables dans le capitalisme contemporain, dans lequel on retrouve certaines caractéristiques structurelles du capitalisme d'avant 1914 : financiarisation, mondialisation et révolution technologique dans les transports et communications. Et comme le relevait Kalecki (1967), l'histoire économique a donné raison à la fois à Tougan-Baranowski (avec la longue croissance) et à Rosa Luxemburg (avec le militarisme).

A partir des années 1950, les limites du capitalisme ont plutôt été pensées en termes de tendances à la stagnation et/ou au gaspillage (Steindl [1952], Baran et Sweezy [1967]). Et si le système ne s'est pas effondré, il n'a pas non plus éliminé les crises. Les deux dernières grandes crises de 1973 et 2007 ont fait resurgir la question de son avenir.

Comme nous l'avons vu, les postures analytiques adoptées par les uns et les autres ont été largement prédéterminées par leur positionnement politique. Comme le disait Louis Aragon à propos de ses poèmes les plus engagés, le problème n'est pas tant que leurs écrits aient été inspirés par les circonstances, mais plutôt qu'ils n'aient pas suffisamment été « à la hauteur » des circonstances. Le fait de viser des constructions théoriques ayant vocation à guider l'action politique a constitué une force autant qu'une faiblesse, dans la mesure où cette injonction les obligeait à saisir le moment économique dans la multiplicité de ses dimensions, et donc à englober l'économie dans l'épaisseur historique. Ce qui explique que la plupart des participants à la discussion renvoient finalement, quant au devenir du système, à la lutte des classes.

Par rapport aux enjeux d'aujourd'hui, les débats marxistes de la Belle Epoque et de l'entre-deux-guerres ont ignoré ou négligé deux dimensions de la dynamique: à long terme, celle de l'épuisement possible des ressources naturelles (le seul à l'évoquer est Pollock, mais uniquement pour l'Allemagne nazie), et à court terme celle de l'autonomisation de la sphère

financière, en tant que source de l'instabilité. La finance est bien présente, non seulement chez Hilferding, mais aussi chez Tougan-Baranowski, Rosa Luxemburg et Bauer. Mais son rôle dans l'émergence des déséquilibres n'est analysé que par Hilferding. Celui-ci ne parvient cependant pas à l'intégrer, avec les schémas de reproduction de Marx, dans un modèle unitaire.

Cela renvoie à l'autre limite de ces débats, à savoir la difficulté à faire des schémas de Marx, qui en ont fourni le cadre, un modèle dynamique. Mais les mathématiques de l'instabilité ont fait des progrès considérables depuis les années 1930. Aussi n'est-il pas interdit d'espérer, avec Joan Robinson, que « *si (...) la science économique progresse, ce sera en utilisant les méthodes universitaires à la résolution des problèmes posés par Marx* » (1941, p. 73).

Références bibliographiques

- BARAN Paul et SWEEZY Paul (1967), *Le capital monopoliste*, Trad fr. Maspero, Paris, 1969.
- BAUER Otto (1913), "The Accumulation of Capital", *Die Neue Zeit*, Trad. angl. in *History of Political Economy*, Vol. 18 : 1 (1986), pp. 87-110, Trad. fr. O. Lakomsky in *Cahiers d'économie politique*, N°51 : « Les économistes Autrichiens 1870-1940 », Hiver 2006, p. 287-309.
- BERNSTEIN, Edouard (1899), *Socialisme théorique et socialdémocratie pratique*, Trad. Fr. Paris : Stock, 1900.
- BRONFENBRENNER M. et WOLFSON M. (1984), "Marxian macrodynamics and the Harrod growth model", *History of Political Economy*, Vol. 16, N°2, p. 175-186.
- BOUDIN Louis (1905-1906), *The Theoretical System of Karl Marx in the light of recent criticism*, International Socialist Review, May 1905 to October 1906, réédité chez Charles H. Kerr & Company, Chicago, 1907, téléchargeable sur libcom.org.
- DESAÏ Meghnad (1979), *Marxian Economics*, Basil Blackwell. Oxford.
- FOSSAERT Robert (1961), *L'avenir du capitalisme*, Le Seuil, Paris. Téléchargeable sur classiques.uqac.ca/.../fossaert.../
- GREAU Jean-Luc (2005), *L'avenir du capitalisme*, Gallimard, Paris.
- GEORGESCU-ROEGEN Nicholas (1960), "Mathematical Proofs of the Breakdown of Capitalism", *Econometrica*, Vol. 28, 2.
- GROSSMAN Henryk (1929), *Das Akkumulations - und Zusammenbruchsgesetz des Kapitalischen Systems*, Leipzig. Trad angl. abrégée : *The Accumulation of Capital and the Breakdown of the Capitalist System*, Pluto Press, Londres, 1992. Téléchargeable sur Henryk Grossmann Internet Archive.
- HILFERDING Rudolf (1910), *Le capital financier*, Trad. fr. Editions de Minuit, Paris, 1970.
- HILFERDING Rudolf (1940), « State Capitalism or Totalitarian State Economy », Trad. Angl.: *The Modern Review*, Juin 1947, p. 266-271.
- HOWARD M.C. et KING J.E. (1989), *A History of Marxian Economics, Vol. I: 1883-1929*, McMillan, Londres.
(1992), *A History of Marxian Economics, Vol. II: 1929-1990*, McMillan, Londres.
- KALECKI Michel (1967), "The problem of effective demand with Tugan-Baranowsky and Rosa Luxemburg",
(1968), "The Marxian Equations of Reproduction and Modern Economics",
(1971), "Observations on the "Crucial Reform"",
Articles repris dans les *Collected Works of Michal Kalecki*, Volume II: "Capitalism Economic Dynamics", Oxford, Clarendon Press, 1991
- KOLAKOWSKI Leszek (1977), *Histoire du marxisme*, Tome 2 : « L'âge d'or, de Kautsky à Lénine », Trad. fr., Fayard, Paris, 1987.
- LAMBIN Jean-Jacques (2015), *Quel avenir pour le capitalisme ? Débats actuels*, Dunod, Paris.
- LANGE Oskar (1969), *Theory of reproduction and accumulation*, Pergamon Press, Londres.
- LENINE Vladimir, *Le développement du capitalisme en Russie*, Trad. Fr. : Editions sociales, Paris.
- LUXEMBURG Rosa (1913), *L'accumulation du capital*, Trad. fr. Marcel Ollivier et Irène Petit, 2 volumes, "Petite Collection", François Maspero, Paris, 1969.

- MANDEL Ernest (1972), *Der Spätkapitalismus*, Suhrkamp Verlag, Francfort/Main, Trad. fr : *Le troisième âge du capitalisme*, UGE 10/18, Paris, 1976.
- MARX Karl (1867) *Le Capital*, Trad. Fr. Jules Roy, Garnier Flammarion, Paris.
 (1884) Livre II, Trad. Fr., 2 volumes, Editions Sociales, Paris, 1969.
 (1895) Livre III, Trad. Fr., 3 volumes, Editions Sociales, Paris, 1969.
- MARCUSE Herbert (1968), *Le capitalisme unidimensionnel*, Trad. fr. Editions de Minuit, Paris.
- MATTICK Paul (1969), *Marx et Keynes*, Trad. fr, Gallimard, Paris, 1972.
- MEAULLE MATTHIEU (2007), *Concurrence et disproportions*, Thèse, Université de Paris Ouest Nanterre.
- MORISHIMA Michio (1973), *Marx' Economics*, Cambridge University Press, Cambridge.
- ORZECZ Z. et GROLL S. (1983), "Otto Bauer's scheme of expanded reproduction: an early Harrodian growth model", *History of Political Economy*, Vol. 15, N°4, p. 529-548.
 (1991), "Otto Bauer's Business Cycle Theory: an Integration of Marxian Elements", *History of Political Economy*, Vol. 23, N°4, p. 745-763.
- PANNEKOEK Anton (1934), *Raetekorrespondenz*, N°1, Trad. Angl. in *Capital & Class*, N°1, 1977.
 (1937), "State capitalism and dictatorship", *Raete Korrespondenz*, Trad. Angl. in *International Council Correspondence* Vol. III, No. 1 January 1937.
- POLLOCK Friedrich (1941), "State capitalism: its possibilities and limitations", réédition en anglais in A. Arato et E. Gebhardt (sous la dir. de), *The Essential Frankfurt School Reader*, Basil Blackwell, Oxford, 1978, p. 71-94.
 (1957), *L'automation. Ses conséquences économiques et sociales*, Trad. Fr. : Editions de Minuit, Paris.
- ROBINSON JOAN (1941), *Essai sur l'économie de Marx* (1941), Trad. Fr., Dunod, Paris, 1971.
- SAMUELSON L. et WOLFSON M. (1986), « Expository Marxism and comparative economic dynamics », *History of Political Economy*, Vol. 18, N°1, p. 65-85.
- SCHUMPETER Joseph (1942), *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Trad. fr., « Petite Bibliothèque », Payot, Paris, 1969.
- STEINDL Josef (1952), *Maturity and stagnation in American capitalism*, Blackwell, Oxford, 2nd edition Monthly Review Press, New York, 1976.
- SWEEZY Paul M. (1942), *The Theory of Capitalist Development*, Réédition angl. Dennis Dobson, Londres.
- TUGAN-BARANOWSKI Mikhaïl (1894), *Les crises industrielles en Angleterre*, trad. fr., Giard et Brière, Paris, 1913.
- TUTIN Christian (2006), « Finance et reproduction du capital : la théorie des crises de Rudolf Hilferding », *Cahiers d'économie politique*, N°51, Hiver 2006, pp. 217-239.
- WALLERSTEIN Immanuel (2008), « Le capitalisme touche à sa fin », in *Le Monde*, 16 décembre.
- WALLERSTEIN Immanuel et alii (2015), *Le capitalisme a-t-il un avenir ?*, La Découverte, Paris.